



EQUI
POP.
ORG

2020
2021

Coopérer

Définition : Prise de conscience de nos interdépendances ; Qui nous conduit à « faire œuvre avec » ; En développant l'intelligence collective ; Animé-e-s par le principe d'égalité.

Coopérer implique de s'engager dans une relation en acceptant qu'elle nous transforme. Aujourd'hui, notre besoin de coopération est immense.

Sommaire

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.

page 10

02

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 34

04

Mieux connaître Equipop

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde.

page 42

Acronymes

- **AFD** Agence française de développement
- **DSSR** Droits et Santé Sexuels et Reproductifs
- **ECS** Éducation complète à la sexualité
- **FGE** Forum Génération Égalité
- **IPBF** Initiative Panaméricaine pour le Bien-être de la Femme
- **OOAS** Organisation Ouest Africaine de la Santé
- **RJFAO** Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest
- **SR/PF** Santé reproductive / Planification Familiale
- **SWOP** State of the World Population
- **UNFPA** United Nations Population Fund
- **VBG** violences basées sur le genre

Édito

En 2020-2021, le monde a dû relever un double défi : faire face à une crise qui s'installait et redéfinir de nouvelles règles pour les temps d'après. Durant cette période, aux côtés de nombreux partenaires, Equipop s'est confrontée à plusieurs questions. L'une d'entre elles résonne fortement avec notre mission : le monde post-Covid reconnaîtra-t-il enfin l'apport des associations et mouvements citoyens à la construction de nos sociétés, en particulier celui des mouvements de jeunes et des associations féministes ?

Durant la crise, leurs mobilisations se sont révélées indispensables pour appuyer les États dont les capacités à comprendre la globalité des besoins et à y faire face sont apparues limitées. Beaucoup de partenaires d'Equipop ont été particulièrement actifs pour défendre une approche de la riposte prenant en compte les inégalités qui se creusaient, en particulier les inégalités de genre, l'importance de sortir d'une vision purement biomédicale, et celle de maintenir à l'agenda des sujets risquant d'être dépriorisés comme les Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs. Avec de nouvelles contraintes mais en déployant une incroyable faculté d'adaptation, nos partenaires ont également poursuivi leurs missions : garantir l'accès des femmes et des jeunes aux services de santé, promouvoir leur participation politique, prévenir les mutilations sexuelles féminines et les mariages précoces, lutter contre les violences sexistes...

Cependant, malgré l'hommage rendu aux mobilisations citoyennes, malgré les encouragements prononcés depuis les lieux de pouvoir pour les initiatives en faveur des droits et de la santé, malgré l'annonce par certaines institutions de l'adoption de politiques féministes, rien ne garantit qu'advienne ce que nous appelons vivement de nos vœux : une nouvelle action publique mondiale émanant d'une coopération renouvelée entre réseaux associatifs, gouvernements et philanthropes.

Pour y parvenir, il est nécessaire de reconsidérer la part des ressources publiques allouée aux associations. Il est aussi indispensable de changer les méthodes de partenariat ; non pas des démarches descendantes et standardisées guidées par un alignement systématique avec des logiques gestionnaires d'entreprises montrant leurs limites mais des approches ascendantes qui supposent de respecter la diversité des territoires et les spécificités associatives. Du côté des associations, il s'agit de développer davantage encore leurs liens aussi bien au sein des sociétés civiles des territoires dont elles sont issues (avec, par exemple, les journalistes ou les artistes) qu'avec d'autres associations dans des alliances transnationales.

Dans la période de transformation accélérée qui est la nôtre, il y a urgence à progresser dans cette voie coopérative. Nous devons le faire en connectant nos connaissances, savoir-faire, valeurs, cultures, en prenant conscience de notre interdépendance et en mettant au centre de nos échanges le principe d'égalité. C'est le défi qu'Equipop souhaite relever. Les derniers mois ont été pour nous riches en apprentissages et nous ont poussé encore plus vers l'exigence de partenariats égaux et la remise en question de nos modalités d'actions. Merci à toutes les personnes et organisations qui nous soutiennent dans cette direction.

Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive
Alain Marié, président

2020 en bref

Nous avons soutenu activistes, associations et mouvements pour porter le changement en faveur d'un monde plus égalitaire.

→ Soutien financier

33 organisations appuyées dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest

1 113 875€ reversés
+65%
par rapport à 2019

Effet levier :

1 500 000€ mobilisés en plus pour les associations partenaires grâce à notre accompagnement

→ Nos initiatives

Promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs

Amplifier les voix et valeurs féministes

Faciliter la participation des femmes et des jeunes à la construction de nos sociétés

→ Soutien au développement organisationnel et à l'apprentissage continu

Lancement avec

21 associations ouest-africaines d'un Label qualité

LABEL
ampli
AMPLIFICATEUR DE RÉUSSITE
Démarche qualité pour les actrices du changement social

Co-labellisation de

14 organisations

41 projets de développement organisationnel accompagnés

22 ateliers de partage de connaissances organisés

Nous avons fait émerger les enjeux liés aux droits des femmes et des jeunes dans la construction des politiques publiques et des budgets, et promu des valeurs féministes.

→ Soutien à l'action collective

13 projets incubés en faveur des DSSR des Jeunes accompagnés dans 6 pays

2 réseaux soutenus



ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

Réseau d'ONG pour les Femmes d'Afrique



1 campagne sous régionale de promotion de l'ECS

+9 millions de personnes touchées

- Soutien à 3 réseaux associatifs dans le cadre du Forum Génération Égalité
- Participation à 3 campagnes régionales et mondiale (approches féministes, DSSR)
- Implication continue dans la coalition DSSR du Forum Génération Égalité
- Collaboration directe avec 4 Etats d'Afrique de l'Ouest dans la construction de politiques publiques
- Suivi stratégique et technique de la diplomatie féministe française

Partenaires d'Equipop en Afrique de l'Ouest

SÉNÉGAL

- AJS (Association des Juristes Sénégalaises)
- ANJ SR-PF (Alliance nationale des jeunes pour la santé de la reproduction et la planification familiale)
- ENDA santé
- GESTES (Groupe d'Etudes et de Recherches Genre et Sociétés)
- JED (Jeunesse et développement)
- LARTES- IFAN (Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales)
- ONG 3D (démocratie, développement local, droits humains)
- RAES
- Réseau Siggil Jiggen
- ROAJELF Sénégal (Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders)
- Solthis Sénégal

GUINÉE

- AGBEF (Association Guinéenne pour le Bien-être Familial)
- CAM (Club des Amis du Monde)
- CJFLG (Club des Jeunes Filles Leader de Guinée)
- Fondation PROSMI
- POSSAV (Plateforme des organisations de la société civile appui à la vaccination)
- ONG SARA (Structure d'Appui aux Réseaux d'Agriculteur-trice.s)
- UNFPA Guinée

CÔTE D'IVOIRE

- AFJCI (association des femmes juristes de la cote d'ivoire)
- ASAPSU (Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine)
- LEADAFRICAINES
- ONG MESSI (Mission des jeunes pour l'Education, la Santé, la Solidarité et l'Inclusion)
- ONEF (Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la Famille)
- RIJES (Réseau Ivoirien des Jeunes contre le Sida)
- SOS Village d'enfants - Côte d'Ivoire
- UNFPA-Côte d'Ivoire

TOGO

- SOS Village d'Enfants-Togo
- Fonds XOESE (fonds pour les femmes francophones)

MALI

- AJCAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie)
- AMSOPT (Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles)
- Ebenezer International
- Groupe Pivot Droit et Citoyenneté des Femmes

- Groupe Pivot Santé et Populations (pour Coalition des OSC pour le repositionnement de la PF)
- MSI (Marie Stopes International)
- RENAJEM (Réseau National de la Jeunesse du Mali)
- ROAJELF-Mali (Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders)

NIGER

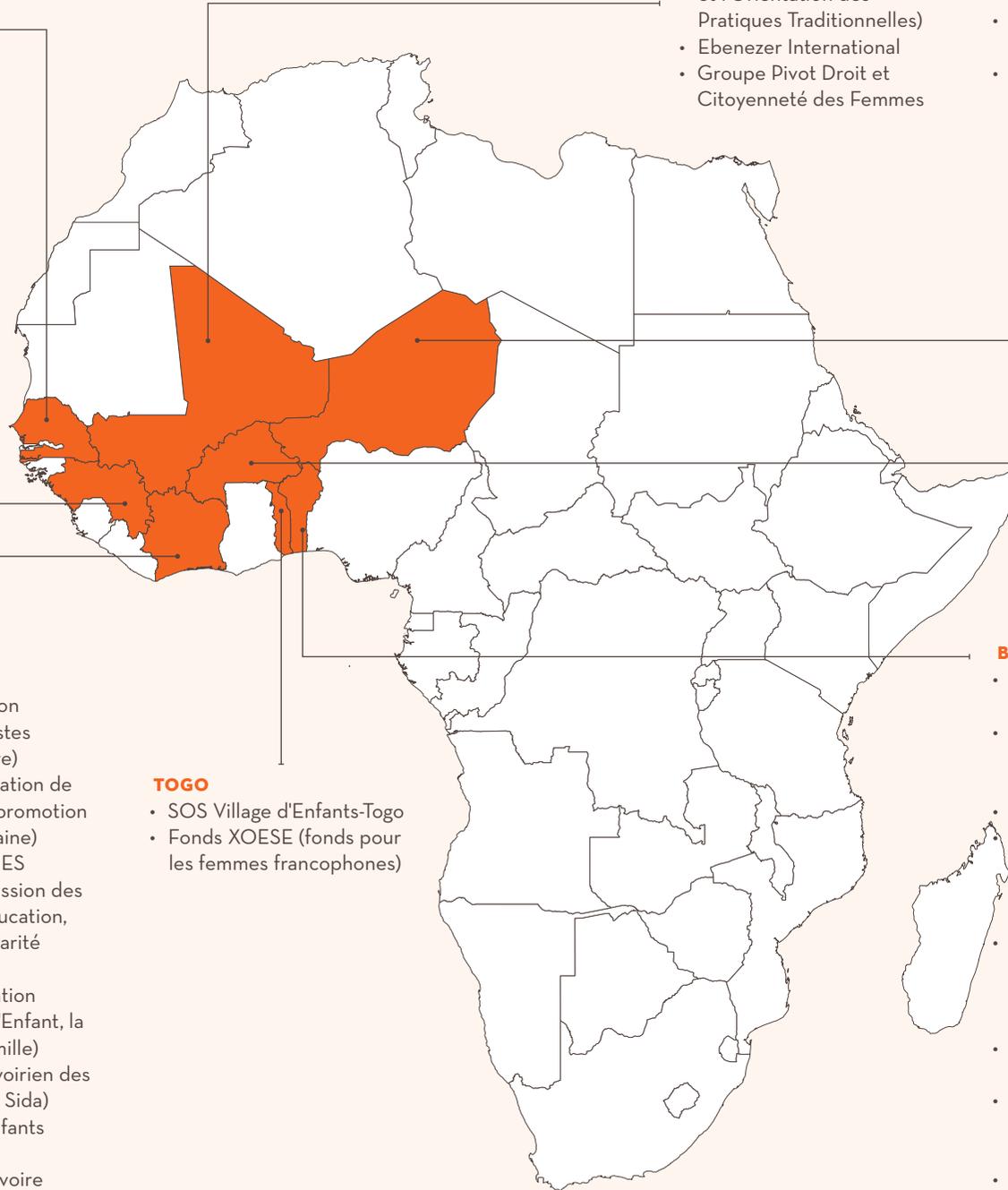
- Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leader (CNJFL)
- Coalition SR/PF
- Comité des jeunes filles leader
- Congafen
- Dimol
- Hayatoune
- Lafia Matassa
- ONPSME/Baani
- Ratanga Club-Niger
- Scouts du Niger
- SongEs

BURKINA FASO

- Asmade
- Burcaso (Conseil Burkinabé des ONG/OBC et Associations de lutte contre les IST / VIH / sida)
- Gascode (Groupe d'Appui en Santé, Communication et Développement)
- IPBF (Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme)
- MMF/ANBF (Marche Mondiale des Femmes / Antenne Nationale du Burkina Faso)
- PROMACO (Programme de marketing et de communication pour la santé)
- RAJS (Réseau Africain Jeunesse Santé et Développement)
- Fondation Rama
- Ratanga Club-Burkina
- SOS/JD (SOS Jeunesse et Défis)
- SOS Village d'enfants - Burkina
- Voix de Femmes

BÉNIN

- ANCB (Association nationale des maires du Bénin)
- Le BACAR (Bureau d'Appui-Conseils d'Afrique pour les Réalisations)
- CALVIF
- CeRADIS (Centre de Réflexions et d'Actions pour le Développement Intégré et la Solidarité)
- GRAFED-Ong (Groupe de recherche d'action et de formation en épidémiologie et en développement)
- OSV/Jordan (Organisation pour le Service et la Vie)
- ROAJELF Bénin (Réseau Oust-africain des jeunes femmes leaders)
- Scoutisme Béninois



Des outils pour un monde plus féministe



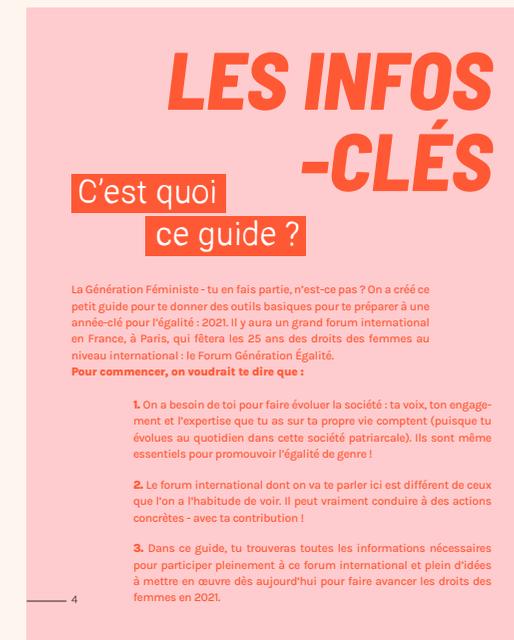
Des jeunes activistes du monde entier se sont mobilisé-e-s lors du Forum Génération Égalité (FGE) pour faire entendre leurs voix et provoquer des changements de société. La mobilisation mondiale devait surmonter deux obstacles : premièrement parvenir à porter les voix francophones, en particulier celles de région comme l'Afrique de l'Ouest souvent peu entendues dans les processus internationaux ; deuxièmement éviter l'exclusion des militantes de terrain, l'essentiel des rencontres étant digitales. Pour contrer ces obstacles, Equipop a publié en février 2021 le guide *Activistes #GénérationFéministes*, réalisé en collaboration avec le Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest. Ce « petit guide pour faire entendre sa voix » rassemble les expertises d'activistes de 8 pays pour mettre en œuvre des actions de mobilisation féministes à travers le monde. Elles et ils partagent leurs visions des actions transformatives à mener pour construire des sociétés plus égalitaires.

MIEUX COMPRENDRE LE FGE

Ce guide explique ce qu'est le FGE, comment y participer et ce que les jeunes peuvent faire concrètement pour accélérer l'égalité de genre. Il contient des propositions d'actions pour des organisations, des mouvements de jeunes et des jeunes activistes. L'outil a été présenté à une centaine d'organisations de jeunesse, en France et en Afrique de l'Ouest. Equipop a également animé des sessions de présentation en partenariat avec des associations militantes comme En Avant Toutes et Feminists in the City. Pour favoriser les échanges et la mobilisation, le lancement du guide s'est accompagné de la création d'un groupe Facebook rassemblant les jeunes activistes engagé-e-s pour le FGE dans l'espace francophone.

“ Ce guide d'activisme est un outil ludique, accessible et pédagogique, il permet de passer des idées aux actions. Que tu sois seul-e ou dans une association, il sera ton meilleur ami dans ton engagement pour le Forum Génération Égalité. ”

Carine Alexia Hountondji, Bénin



« Ce guide d'activisme est un outil ludique accessible et pédagogique, il permet de passer des idées aux actions. Que tu sois seule ou dans une association, il sera ton meilleur ami dans ton engagement pour le Forum Génération Égalité. »

Alexia du Bénin, membre du Réseau des Jeunes Féministes de l'Afrique de l'Ouest

« Ce guide permet à toutes les jeunes (issu-e-s de milieux rural ou urbain) de participer au Forum Génération Égalité, à travers les stratégies innovantes d'activités décrites dans le guide, afin de matérialiser leur engagement (à distance ou en présentiel) pour l'égalité de genre. »

Denise de Guinée, membre du Réseau des Jeunes Féministes de l'Afrique de l'Ouest

**EST-CE QUE TU ES PRÊTE ?
LANÇONS-NOUS DANS L'HISTOIRE
DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ !**

“ Ce guide d'activisme est important non seulement par son aspect de valorisation des prises de décisions des féministes mais également par sa capacité de regrouper et d'intégrer les féministes à travers une synergie d'actions. ”

Rose Diémé, Sénégal

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.





La santé des jeunes : pas sans elles, pas sans eux

Depuis les années 2000, Equipop appuie des associations et des projets qui cherchent à améliorer la santé des jeunes, en particulier leurs droits et santé sexuels et reproductifs avec une attention particulière aux jeunes femmes et adolescentes. En 2020, cet objectif reste central dans les partenariats et les actions d'Equipop. Il soulève des questionnements collectifs à approfondir : quelle place pour les jeunes dans les projets et les politiques ? Comment construire de réels partenariats avec les jeunes dans leur diversité ? Que peuvent apporter les approches féministes à la participation des jeunes ?

Un des fils directeurs des projets dans lesquels Equipop s'investit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs des jeunes et adolescent-e-s est de s'appuyer sur des principes proches de ceux prônés par l'éducation populaire. Le principe central de ce modèle est d'agir avec les jeunes et non à leur place. Il repose sur la conviction que tout être humain peut construire une compréhension éclairée des problèmes qui le concernent et du monde en général, à condition d'accéder aux informations disponibles et de développer une lecture critique en relation avec ses semblables. Cette approche a fait ses preuves notamment en matière d'éducation complète à la sexualité.

Partenariat stratégique avec JED : association d'éducation populaire

L'ONG sénégalaise Jeunesse et Développement (JED) et Equipop nourrissent un partenariat stratégique depuis plusieurs années portant sur l'enjeu de la participation des jeunes à la construction des sociétés et plus spécifiquement sur la promotion des droits et de la santé des femmes et des jeunes filles. JED, présent sur tout le territoire sénégalais, considère la jeunesse comme le meilleur vecteur de transformation sociale. Ses actions d'éducation, de formation, d'insertion, de promotion des Droits et de la Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR), de défense de l'environnement bénéficient à plus de 10 000 adolescent-e-s et jeunes.

Soutien aux organisations de jeunes engagé-e-s

Equipop est en partenariat avec l'AJCAD Mali, Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie depuis 2013. Les membres de l'AJCAD sont de jeunes activistes engagé-e-s à faire résonner les voix des jeunes dans les instances de prise de décision au Mali. L'organisation vise à accélérer l'engagement civique des jeunes à travers la mobilisation citoyenne et médiatique. AJCAD investit aussi des espaces décisionnels régionaux et internationaux de haut niveau, comme dernièrement au cours du sommet Afrique-France.

S'inspirer de l'éducation populaire amène à reconnaître qu'un autre type de savoir, celui issu de l'expérience des jeunes, est aussi valable que le savoir technico-scientifique. L'éducation populaire en matière de santé des jeunes pourrait alors être perçue comme alimentant un dialogue entre les connaissances des jeunes, celles tirées des expériences de mouvements et collectifs qui défendent les droits à la santé, et celles des docteur-esse-s, technicien-ne-s et chercheur-e-s. Elle permet de créer collectivement des connaissances en questionnant les modes de transmission hégémonique des savoirs et suppose de s'appuyer sur des outils didactiques alternatifs comme le théâtre, le jeu ou l'art.

#JeVeuxSavoir : les jeunes au coeur du plaidoyer pour l'ECS

La campagne de mobilisation citoyenne et politique #JeVeuxSavoir, développée et diffusée par les organisations membres du réseau Alliance Droits et Santé, vise à accélérer les engagements des Etats d'Afrique de l'Ouest à fournir une Éducation Complète à la Sexualité de qualité. Plusieurs piliers de cette campagne ont assuré une pleine participation des jeunes : travail avec des artistes, recueil et valorisation de témoignages de jeunes dont les vies ont été transformées par l'accès, ou le non accès aux informations sur l'ECS, interpellations des pouvoirs publics directement par des groupes de jeunes formés et outillés...



#OnDoitAgir - photos et dessins au service de la démocratie sanitaire

#OnDoitAgir est un projet d'empouvoirement des jeunes porté par quatre associations béninoises (le Scoutisme, le ROAJELF, JVS et l'OCJ). Ce projet permet aux jeunes de prendre conscience collectivement de leurs droits en matière de DSSR et de les revendiquer auprès des autorités locales et nationales. A travers la photo et le dessin, les jeunes ont montré leurs réalités et porté leurs voix. Collectivement, elles et ils ont porté des plaidoyers pour dénoncer les obstacles qui les privent du respect de leurs DSSR et pour exiger des engagements de la part des responsables locaux et nationaux.



DE LA PARTICIPATION AU PARTENARIAT POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ

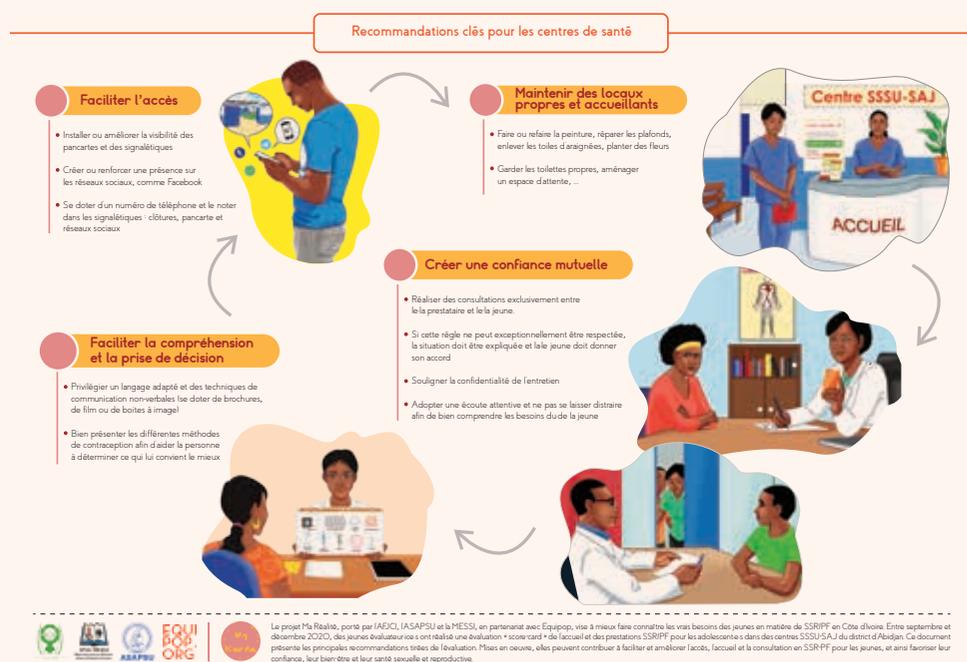
Remettre en cause un fonctionnement inégalitaire de la société et, en particulier les atteintes aux droits des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive, reste la préoccupation centrale des associations soutenues par Equipop. Ceci suppose de travailler sur le pouvoir d'agir des jeunes. Il s'agit de construire des partenariats avec les jeunes pour leur permettre de s'impliquer, de construire avec des professionnels, d'acquérir du « pouvoir » dans l'élaboration et la mise en œuvre de projet, mais aussi de peser dans la conception des programmes et politiques qui les concernent. Le pouvoir d'agir individuel se réinvestit alors dans une mobilisation collective qui vise à faire avancer les droits d'un groupe social marginalisé. C'est ce que font plusieurs partenaires à travers les audits sociaux par exemple. Au niveau d'Equipop, construire un réel partenariat passe par utiliser nos privilèges et notre pouvoir d'influence pour imposer systématiquement la participation des jeunes et spécifiquement des jeunes femmes dans les espaces où se construisent les programmes et les politiques de santé. C'est ce à quoi nous nous employons systématiquement. Cela passe également par soutenir sur le long terme des associations de jeunes qui combattent pour leurs droits !



L'audit social : un outil pour la participation des jeunes au débat citoyen sur la qualité des services de DSSR

L'Etat est « redevable » envers ses citoyen-ne-s, et en particulier envers les plus jeunes, d'assurer le respect de leurs droits et l'accès non-discriminatoire à des services publics de qualité. Grâce à l'audit social, un groupe de citoyen-ne-s se met en action pour évaluer la qualité et la performance des services publics, souvent au niveau local, et demander des comptes aux autorités.

Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, Equipop soutient des initiatives d'audit social menées par les jeunes. Ces audits reposent sur des outils flexibles et adaptatifs inspirés des score-card, et utilisent un système de critères créé avec les jeunes. Ce mode d'évaluation permet de noter un service, d'identifier les défis liés à la qualité et à l'accès et de trouver des solutions ou de formuler des recommandations à l'endroit des services publics.



Ce document présente les principales recommandations tirées de l'évaluation score card réalisée par les jeunes évaluateur-trice-s. Mises en œuvre, elles peuvent contribuer à faciliter et améliorer l'accès, l'accueil, et la qualité des services en SSR-PF pour les jeunes.

ZOOM ROAJELF Bénin

Le ROAJELF (Réseau Ouest Africain des Jeunes femmes Leaders-Bénin), partenaire d'Equipop depuis 2018, rassemble des jeunes femmes béninoises qui agissent pour promouvoir leurs droits et le leadership féminin. Leurs actions visent la participation des femmes et des filles aux processus de décisions et au développement de la sous-région Ouest-Africaine.

Le ROAJELF-Bénin a bénéficié d'un appui financier et d'un soutien organisationnel, renforçant ainsi ses capacités de gestion et d'action, lui permettant d'acquérir une meilleure visibilité auprès des bailleurs et des acteurs de la sous-région. Le ROAJELF-Bénin apporte à son tour un soutien à des structures féministes émergentes au Bénin, comme en 2021 lors de l'organisation du Camp Obirin, qui a rassemblé une cinquantaine de jeunes filles béninoises pour les former à l'empouvoirement collectif.

VERS UNE APPROCHE FÉMINISTE DE LA PARTICIPATION DES JEUNES

« Ce qui se fait sans nous, se fait contre nous », martèlent aujourd'hui les jeunes, reprenant la célèbre phrase de Nelson Mandela. Pour aller au-delà du slogan et favoriser une réelle participation, il s'avère indispensable de continuer à se poser des questions fondamentales. Parmi elles, la question de la représentativité reste cruciale. Comment s'assurer que les jeunes dans leur diversité participent : ce sont souvent en effet les jeunes les mieux intégrés socialement et les mieux formés intellectuellement qui peuvent investir leurs énergies dans les projets et les consultations. En particulier, comment s'assurer que les jeunes femmes soient représentées également et que les dynamiques enclenchées contribuent effectivement à lutter contre les inégalités de genre ? Les bonnes intentions ne seront pas suffisantes pour faire de la participation des jeunes un réel vecteur d'émancipation et d'égalité. Les approches féministes pourront y aider collectivement.



O2

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

25^e ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE DE PÉKIN



Mobilisation d'Equipop pour le FGE

Pendant plus de dix-huit mois, Equipop s'est engagée dans la préparation du Forum Génération Égalité. Ce rendez-vous international s'est tenu du 30 juin au 2 juillet 2021 à Paris, 26 ans après la conférence de Pékin, événement fondateur au niveau mondial en matière d'égalité de genre. En partenariat avec plusieurs mouvements associatifs, en particulier le Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest, Alliance Droits et Santé et, en France, le Collectif Générations Féministes, Equipop s'est mobilisée pour contribuer à exercer une pression citoyenne sur les gouvernements.



Mobiliser les États et la société civile en Afrique de l'Ouest francophone

Equipop plaide pour l'adoption de politiques publiques féministes aux niveaux national et international. Dans cette optique, Equipop a milité pour que le Forum Génération Égalité (FGE) aboutisse à des engagements financiers ambitieux, notamment en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), du soutien aux associations féministes dans le monde et de la participation des jeunes aux processus de décision. La stratégie d'Equipop était, dans le même temps, d'avoir des échanges bilatéraux avec les États et les institutions à différents échelons politiques, ainsi que de tenir des discussions publiques avec eux afin de susciter des engagements significatifs.

UNE PREMIÈRE PHASE DE SENSIBILISATION

Dans un premier temps, le défi consistait à faire connaître le Forum Génération Égalité. Ce processus institutionnel, piloté par ONU Femmes, la France et le Mexique, était, à l'origine, peu discuté en Afrique de l'Ouest. Equipop s'est efforcée de faciliter l'implication des acteurs et actrices ouest-africain·e·s à travers différents canaux. Equipop a notamment organisé deux ateliers nationaux, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire qui ont réuni des représentant·e·s des autorités nationales, des autorités locales et des organisations internationales, ainsi que des membres de la société civile. Ces rencontres ont permis d'engager les

institutions dans le processus FGE en créant un intérêt commun avec les représentant·e·s de la société civile, notamment sur les enjeux de droits des femmes au niveau national. Dans plusieurs pays, et souvent au niveau régional, parfois en collaboration avec des associations partenaires, de nombreuses sessions de mobilisation en ligne ont été facilitées, en particulier à destination de jeunes féministes. Le guide *Activistes #GénérationFéministes* a découlé des premiers échanges, avant de constituer un outil très pratique pour les étapes suivantes de la mobilisation (voir page x.).

LE RÔLE CENTRAL DU RÉSEAU DES JEUNES FÉMINISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST

Equipop a en particulier appuyé le Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest (RJFAO) pour que les jeunes activistes de 8 pays puissent s'impliquer au mieux dans le processus du FGE. Le Réseau a ainsi identifié trois axes à défendre :

- ▶ une meilleure représentativité de la jeunesse d'Afrique de l'Ouest dans le FGE,
- ▶ l'implication des jeunes dans les processus de décision,
- ▶ un plus grand soutien financier aux organisations féministes ouest-africaines.

À l'échelon régional, en amont du FGE, elles ont pu faire entendre leurs voix lors d'un dialogue virtuel avec les organisatrices. Sur les neuf activistes invité·e·s à la rencontre avec Delphine O, Ambassadrice française du FGE, et Oulimata Sarr, directrice régionale Afrique de l'Ouest et du Centre d'ONU Femmes, six étaient membres du Réseau. Elles ont souligné les défis relatifs à l'inclusion numérique, la barrière linguistique, et la représentation physique. En diverses occasions, que ce soit lors d'événements en présentiel dans les capitales ou des événements internationaux en ligne, les activistes ont partagé leurs visions des enjeux spécifiques de leurs territoires. Leurs expertises correspondaient surtout à trois coalitions d'action du FGE : droits et santé sexuelle et de la reproduction, violences basées sur le genre, et mouvements et leadership féministes. Leur plaidoyer a rappelé systématiquement la nécessité d'activer

différents leviers d'action pour engager une dynamique véritablement transformatrice à l'échelle régionale et internationale.

Les 6 coalitions d'action du FGE

1.

Violences basées sur le genre

2.

Justice économique et droits économiques

3.

Droit à disposer de son corps et DSSR

4.

Action féministe pour la justice climatique

5.

Technologies et innovations pour l'égalité de genre

6.

Mouvements et leadership féministes

Par ailleurs, le Réseau a représenté l'Afrique de l'Ouest dans la campagne mondiale #StopTalkingStartFunding, organisée par le Collectif Générations Féministes (voir encart p 24). Cela a permis de faire valoir leurs revendications, y compris auprès des médias, avec une tribune publiée dans les journaux de huit pays, et de tisser des liens avec des organisations françaises telles qu'En Avant Toutes, ou encore Égaé, qui lançait le projet Les Expertes Sénégal et dispensait une formation à la prise de parole dans les médias. L'implication du Réseau dans le FGE est conçue comme une étape vers une participation à l'ensemble des espaces internationaux pertinents, notamment à l'ONU. Micheline Wendyam Kaboré, membre burkinabée, a ainsi pris la parole à la

CSW (commission sur le statut des femmes), à l'invitation de UNFPA, lors du side-event « Droit à disposer de son corps et DSSR pour l'égalité des générations : Quel type de leadership est nécessaire ? ». Enfin, la richesse des activités du Réseau s'est transformée en une visibilité médiatique, notamment par les voix d'Oumou Salif Touré (Mali) et Hadja Idrissa Bah (Guinée), qui ont été interviewées dans des émissions de radio et de télévision francophones à forte audience. En complément, deux membres, Dieynaba N'diom (Mauritanie) et Awa Mah Camara (Mali), se sont exprimées en langue locale - fulfulde et mandingue - sur RFI Dakar.

INTERVIEW



Léa Thuillier

En Avant Toutes
lea@enavanttoutes.fr

Qu'ont de spécifiques les mobilisations de la jeunesse dans les processus internationaux ?

La mobilisation de la jeunesse est essentielle si nous voulons construire des processus internationaux inclusifs prenant en compte toutes les réalités et tous les vécus. Les idées et les revendications des nouvelles générations se heurtent encore trop souvent à une certaine infantilisation, voire un paternalisme basé sur l'idée que les adultes savent mieux ce qui est bien pour elles. Pourtant, ce sont bien les nouvelles générations qui devront se confronter aux grands défis sociaux, politiques et écologiques de demain. C'est plus que jamais le moment de les écouter !

Qu'a apporté la collaboration avec des activistes ouest-africaines ?

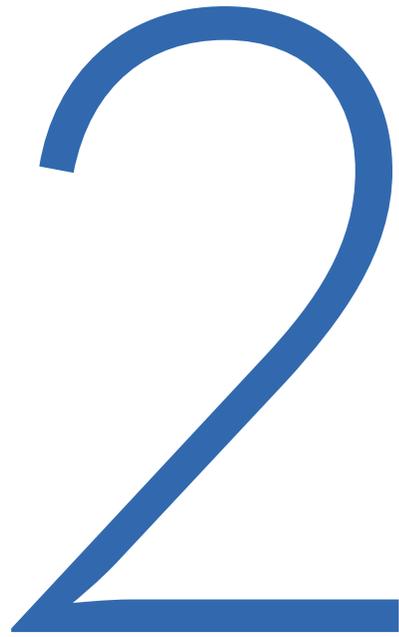
Mettre en réseau, faire du commun, faire collectif : c'est la clé. D'abord parce qu'unir nos voix permet un impact plus fort, les fait résonner plus loin et donne bien plus d'écho à nos revendications. C'est également pouvoir échanger sur nos réalités spécifiques et surtout communes. En amont du FGE, En avant toute(s) a organisé #HearYouthVoices, un événement inter-associatif pour rassembler les jeunes militant·e·s français·es et ouest-africain·e·s. Un travail riche et pertinent qui a permis l'élaboration de 11 recommandations communes sur quatre thématiques : DSSR, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, lutte contre les cyberviolences et prévention. Ces recommandations ont été présentées à la ministre Elisabeth Moreno lors d'un live Instagram, visionné par plus de 15 000 personnes.



SOUTIEN À LA PARTICIPATION EFFECTIVE AUX PROCESSUS

La crise sanitaire ayant empêché la venue en grand nombre des féministes ouest-africaines à Paris, Equipop a soutenu ses partenaires des réseaux Alliance Droits et Santé et Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest, techniquement et/ou financièrement, lors de la tenue d'événements satellites multi-acteur·rice·s (Abidjan, Bamako, Dakar, Ouagadougou), en partenariat avec les ambassades de France. Cela a donné lieu à la construction de dynamiques partenariales à moyen terme, comme au Mali, où l'ambassade de France a décidé de soutenir l'action collective des activistes en finançant un plan d'action. Sur de nombreux sujets, nous avons saisi l'opportunité du FGE pour relier les efforts de plaidoyer mondiaux aux dynamiques locales et vice versa : au Burkina Faso, sur l'effectivité de la gratuité de la contraception et la prise en compte de besoins des adolescent·e·s et des jeunes ; en Côte d'Ivoire sur la réin-

troduction à l'agenda politique de la loi sur la santé de la reproduction ; en Guinée sur l'intégration dans l'éducation complète à la sexualité dans les curricula de formation ; au Mali avec la réintroduction de l'avant-projet de loi sur les VBG. Oumou Salif Touré a représenté le RJFAO à Paris, lors de l'ouverture du FGE, et a pris la parole lors de l'événement de haut niveau co-organisé par la France et le Canada, « Financer les mouvements féministes ». Son allocution visait à rappeler la nécessité de financements conséquents, flexibles et durables aux organisations féministes d'Afrique de l'Ouest. Parallèlement, d'autres membres ont pris part à des side-events officiels en ligne. Zipporah Ndione, activiste du Sénégal, a modéré la discussion de la session jeunes de la coalition d'action DSSR. Ephrasie Coulibaly de Côte d'Ivoire, quant à elle, a participé à l'événement du Collectif Générations Féministes, intitulé « Défendre notre féminisme : nos corps, nos genres, nos choix ».



L'action d'Equipop vis-à-vis de la France, hôte du FGE

UN PLAIDOYER PORTÉ À TRÈS HAUT NIVEAU

Equipop a déployé un fort plaidoyer en France, à la fois pour influencer l'organisation générale du FGE, puisque le gouvernement français y avait un rôle décisionnaire, et les politiques publiques françaises.

Pour cela, Equipop a œuvré dans différents espaces, le principal ayant été le Collectif Générations Féministes, réunissant une cinquantaine de structures. Avec quatre autres associations, Equipop faisait partie du secrétariat du collectif, qui a mené des actions constantes, nécessitant une grande adaptation au contexte changeant. Les échanges avec les autorités ont été nombreux, au niveau technique ou au niveau ministériel.

Les messages de la campagne qui a structuré l'année 2021, #StopTalkingStartFunding, se concentrant sur les financements pour mettre fin aux violences basées sur le genre, ont été adressés au plus haut niveau, lors d'une rencontre avec Emmanuel Macron le jour de l'ouverture du FGE.

#StopTalkingStartFunding, une campagne mondiale contre les VBG

Le Collectif Générations Féministes, en partenariat avec #NousToutes, a lancé en mai la campagne mondiale #StopTalkingStartFunding contre les VBG.

Elle s'articule autour de deux revendications : dédier à minima 0,1% du PIB de chaque État à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ; garantir et faciliter l'accès à la justice pour les victimes. Cette campagne a permis d'interpeller les cheffe-s d'État afin qu'elles et ils prennent de véritables engagements financiers pour mettre fin aux VBG, sous la forme d'un site internet d'interpellation. La mobilisation a culminé les 23 et 24 juin, à une semaine du FGE, en un *Tour du Monde Féministe* de 24 heures.

Cet événement diffusé en direct a rassemblé des féministes de tous les continents et de plus de trente pays. Cela a été une occasion supplémentaire de faire entendre les voix des jeunes féministes ouest-africaines. Equipop a ainsi collaboré avec ses réseaux partenaires pour faciliter leur participation. Aurélie Gal-Régniez, directrice d'Equipop, a ouvert le Tour du Monde avec Anne-Cécile Mailfert, Présidente de la Fondation des Femmes et de Françoise Moudouthe, directrice générale de l'African Women's Development Fund (AWDF) sur la question des financements contre les violences sexistes et sexuelles.

Equipop a également organisé un événement sur *Médias et violences basées sur le genre* qui a réuni des journalistes de quatre pays. Nos partenaires de JED (Sénégal) ont diffusé un « vernissage féministe », et le RJFAO a animé la table ronde qui lançait le cycle *Sororités Francophones*.

La veille de l'ouverture du FGE, le Collectif Générations Féministes a organisé à Paris une conférence de presse avec Oxfam et la Fondation des Femmes. Dans un format original (la conférence se déroulait sur une péniche qui a remonté la Seine vers le ministère des Finances), cette action a rappelé les revendications de la campagne #StopTalkingStartFunding.



“ Dédier à minima 0,1% du PIB de chaque État à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ; garantir et faciliter l'accès à la justice pour les victimes. ”

COMPLÉMENTARITÉ AVEC LE PLAIDOYER POUR UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE FÉMINISTE

Ces démarches liées au FGE se sont effectuées en cohérence avec le plaidoyer que nous menons plus généralement pour la mise en œuvre d'une réelle politique extérieure féministe. Cette année, Equipop a contribué aux travaux du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, notamment au rapport « La diplomatie féministe, D'un slogan mobilisateur à une véritable dynamique de changement ? », remis à deux ministres, ainsi qu'à la préparation de la présidence française de l'Union européenne en 2022.

En tant que cheffe de file de la commission genre de Coordination SUD, Equipop a contribué à un dialogue clé avec les opérateurs de la politique de développement française, pour faire évoluer les pratiques vers une meilleure et concrète intégration de l'approche genre dans les programmes. Equipop a en particulier apporté son expertise dans la construction du Fonds de Soutien aux Organisations Féministes, géré par le ministère des Affaires étrangères et l'AFD, et dont l'existence était en grande partie due au plaidoyer des associations l'année précédente.

Ces actions se sont articulées avec un suivi des longs travaux parlementaires autour du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales (LOP-DSLIM), qui ont conduit à l'inscription de la diplomatie féministe dans l'article 1er, et l'engagement de 75% de projets avec le genre comme objectif significatif et 20% comme objectif principal.

3

Un plaidoyer spécifique sur les DSSR

APPUI AU RÉSEAU ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

À la fin 2019, Equipop avait initié une mobilisation internationale ayant conduit l'organisation du FGE à entériner l'existence d'une coalition d'action DSSR. Equipop a donc contribué au travail autour de cette coalition à travers plusieurs points d'entrée.

Premièrement, Equipop s'est investie dans la coalition en tant que membre d'Alliance Droits et Santé, qui figure parmi les copilotes, et s'y est montrée particulièrement active. Alliance Droits et Santé a participé à toutes les sessions officielles. Sa porte-parole, Agathe Blanc de l'AFJCI (Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire), avec l'appui de plusieurs autres membres, a créé une dynamique avec l'ensemble du réseau entre les réunions au travers de la constitution d'une représentation par un point focal par pays.

Tout au long de l'année, le réseau a contribué à une approche plus inclusive et une réelle représentativité de l'Afrique de l'Ouest en plaidant pour la levée des barrières linguistiques et une mise en place systématique de l'interprétariat en français. Par ailleurs, le réseau s'est particulièrement impliqué pour que l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) devienne un axe fort de la coalition. Le réseau a publié des recommandations à ce sujet. Ces efforts de plaidoyer combinés ont porté leurs fruits puisque la feuille de route finale de la coalition est très proche du positionnement d'Alliance Droits et Santé. Les revendications du réseau ont notamment été reprises par les deux États champions de la coalition, la France et le Burkina Faso, et ont permis d'insuffler une dynamique d'approche par les droits humains.

INTERVIEW



Agathe Blanc

AFJCI (Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire), porte-parole d'Alliance Droits et Santé dans la coalition DSSR du FGE

Comment le réseau Alliance Droits et Santé s'est-il positionné ?

La participation de l'Alliance est une expérience d'envergure qui démontre son engagement à intégrer les initiatives mondiales de promotion des DSSR. Le positionnement dans la coalition s'est fait à deux niveaux. D'abord, partager nos expériences sur la mise en œuvre de l'ECS (campagne #JeVeuxSavoir, partenariat sous-régional), et nous avons de fait contribué à faire de l'ECS une thématique majeure et consensuelle de tous les leaders de la coalition DSSR. Ensuite, porter la voix des pays d'Afrique francophone qui très souvent n'ont pas accès à ces plateformes de discussion mondiale.

Qu'a apporté à Alliance Droits et Santé cet engagement dans ce processus international ?

L'engagement dans ce processus a, sans aucun doute, donné de la visibilité au réseau et surtout aux actions que nous menons pour l'amélioration de la santé et les droits des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest. En outre, cela nous positionne comme un partenaire de choix pour les interventions en Afrique de l'Ouest francophone s'agissant des DSSR. En effet, l'Alliance a démontré, à travers la participation active et constructive à l'élaboration de la feuille de route de la coalition, qu'elle a une expérience avérée et qu'elle peut agir comme une interface entre la coalition et les acteurs et actrices des DSSR en Afrique de l'Ouest.



COLLABORATION AVEC L'ÉTAT BURKINABÈ

Equipop a développé une collaboration constante avec le Burkina Faso, état pilote de la coalition DSSR du FGE. Le dialogue s'est fait au plus haut niveau, que ce soit avec le Ministre de la Santé, le Pr Charlemagne Ouédraogo, ou la Première Dame, Mme Sika Kaboré, ainsi qu'à un niveau plus technique. Equipop a par exemple joué un rôle d'intermédiaire entre ONU Femmes et le Secrétariat technique de la transition démographique du Burkina Faso. Equipop a par ailleurs apporté un soutien financier à IPBF (Initiative Panaméricaine pour le Bien-être de la Femme), qui a amplifié la mobilisation de la société civile au Burkina Faso.

Dans ce contexte se sont tenus plusieurs événements, comme le webinar « DSSR des femmes et des filles : à un mois du FGE, enjeux et défis au Burkina Faso », co-organisé avec la Première Dame et le Ministre, afin de nourrir la réflexion collective sur des thématiques qui résonnent avec celles du Forum Génération Égalité, telles que l'intégration de l'approche par les droits humains dans les actions de santé publique ou le renforcement de l'accès des adolescentes aux services de santé sexuelle et reproductive. Les autres panélistes représentaient des organisations internationales telles que UNFPA et l'OOAS. Enfin, la présence de Marie Ba, directrice de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou, a marqué le début d'échanges liés au FGE entre Equipop et le Partenariat de Ouagadougou.

La coopération avec l'État burkinabè s'est également opérée dans l'optique d'un effet d'entraînement des autres États de la région. En ce sens, le Partenariat de Ouagadougou a joué un rôle de catalyseur. Cet entrecroisement de discussions a abouti, lors du FGE en juillet, à la prise d'un engagement conjoint de six États (Burkina Faso, Bénin, Guinée, Mali, Niger et Togo) sur quatre axes prioritaires : éducation à la vie familiale, gratuité des soins, accès aux services de qualité pour les jeunes à travers des centres scolaires et universitaires, renforcement des unités de soins intégrés.

Les perspectives s'ouvrent même au-delà de l'Afrique de l'Ouest, puisque, dans le cadre de la mobilisation de l'espace francophone, Equipop a facilité le partage d'expériences entre les ministères de la santé du Burkina Faso et de Madagascar, sur la thématique « Regards croisés sur les enjeux des grossesses précoces et planification familiale » lors de l'événement satellite malgache du FGE.



PROMOTION DU RAPPORT ANNUEL UNFPA, « MON CORPS M'APPARTIENT »

La relation de longue date qu'entretiennent Equipop et UNFPA s'est matérialisée plusieurs fois cette année. Tout d'abord, le 14 avril, Equipop a facilité le lancement du rapport annuel, le « State of the World Population » (SWOP) 2021, intitulé *Mon corps m'appartient : revendiquer le droit à l'autonomie et à l'autodétermination*. Le 1^{er} juillet, à Paris, Equipop a contribué à l'organisation d'une rencontre entre Natalia Kanem, directrice exécutive de UNFPA et de jeunes féministes françaises, devant l'exposition en plein air basée sur le contenu du SWOP 2021. Ces événements ont démontré que les thématiques portées par UNFPA ont un très fort écho au sein de la jeunesse ouest-africaine et française.

Ces démarches ont également contribué à solidifier le partenariat entre UNFPA et le gouvernement français. Lors du FGE, la France a annoncé une augmentation inédite de sa contribution, avec un engagement de 90 millions d'euros à UNFPA Supplies répartis

sur cinq ans. Plusieurs États européens se sont aussi engagés politiquement et financièrement en faveur des DSSR, (Allemagne, Belgique, Danemark, Irlande, Suède...). Cela faisait notamment suite au « Trusted Government Meeting », qui rassemblait une dizaine de diplomates souhaitant s'informer sur le FGE et ajuster l'implication de leurs États respectifs. Cette réunion avait été co-organisée par Equipop en tant que membre du consortium Countdown 2030 Europe et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français.

“ 90 millions d'euros à UNFPA Supplies répartis sur cinq ans ”



4

Et maintenant ?

40 milliards de dollars, au total, ont été annoncés à Paris début juillet 2021, dont 23 milliards de la part des États. Ce chiffre agrégé, impressionnant sur le papier, restera une abstraction si chaque engagement individuel ne se concrétise pas.

Equipop et ses partenaires vont désormais particulièrement œuvrer au suivi des engagements pris par les États d'Afrique de l'Ouest sur les DSSR et par la France. Nous projetons de soutenir le travail de redevabilité officiel du FGE qui sera mis en place sous l'égide d'ONU Femmes, mais aussi en continuant à appuyer les divers mouvements associatifs auxquels nous participons. La participation des jeunes à ces processus de suivi et à la mise en œuvre des politiques publiques qui en découlent est un des grands axes à consolider. La pérennité des financements parvenant aux associations féministes en est un autre, peut-être le plus important si l'on désire que les pistes esquissées au FGE engendrent des changements transformatifs.



INTERVIEW



Oumou Salif Touré

L'après-FGE, qu'est-ce qui nous attend ?

En juin dernier, le FGE a réuni les États, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé afin de définir une série d'actions concrètes faisant progresser l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes dans le monde, dans six domaines. En tant que membre du réseau des jeunes féministes, il est très important de nous positionner pour l'après FGE.

Six pays du Partenariat de Ouagadougou (le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger et le Togo) se sont mobilisés sous le leadership du Burkina Faso, co-leader de la coalition d'action DSSR, pour élaborer des engagements communs.

Au total, le Ministre de la Santé du Burkina Faso a présenté à Paris huit engagements portant entre autres sur l'éducation à la vie familiale, la coordination des actions, l'allocation des ressources en faveur de la santé, la promotion du dialogue social inclusif national sur l'abandon des VBG, l'amélioration de l'accès des jeunes aux services de SR/PF.

Un processus d'appropriation de ces engagements et un suivi accru au niveau de nos différents pays est plus que nécessaire pour aboutir à une mise en œuvre effective et s'assurer que le FGE enclenche une dynamique sous-régionale pour l'égalité de genre.



AURELIE GAL-REGNIEZ
Directrice Générale d'Equipop

FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ LES DROITS DES FEMMES À L'HONNEUR

La mobilisation d'Equipop et ses partenaires pour le FGE

Mobilisation de la société civile



Engagement des Etats présents



Suivi associatif des engagements



30 juin au 2 juillet 2021 à Paris



Avec le soutien



Intervention d'Oumou Salif Touré à la tribune du FGE

Avec



Coalition des DSSR



40 milliards pour l'égalité

EQUIPOP.ORG



Co-animé par



#Stop Talking START FUNDING



Une campagne mondiale pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles



03

Accompagner

Equipop accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.





Amplifier les voix féministes

En Afrique de l'Ouest, comme dans d'autres régions du monde, on assiste à un renouvellement des combats en faveur de l'égalité de genre, avec l'émergence de voix féministes jeunes qui lient de nouveaux répertoires d'action aux luttes historiques pour les droits des femmes.

Les activistes et associations pour les droits des femmes sont paradoxalement très peu soutenues financièrement, bien qu'elles soient des actrices de changement très efficaces. La part de l'aide publique au développement qui leur est généralement destinée est minimale. En Afrique de l'Ouest francophone, les organisations féministes n'échappent pas à la règle, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de mouvements de jeunes féministes. Pourtant face à des courants conservateurs forts, leur apport à la construction de sociétés justes est crucial. Dans cette perspective, Equipop met à disposition des ressources pour soutenir l'action collective des mouvements féministes d'Afrique de l'Ouest.

RENFORCER L'ACTION COLLECTIVE AVEC LE RJFAO

Depuis 2018 et grâce à plusieurs projets, Equipop apporte son soutien au Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest (RJFAO), composé d'activistes féministes de 8 pays d'Afrique de l'Ouest francophone. En mettant à disposition du réseau et de ses membres des ressources permettant de se réunir, de mener des discussions communes sur les principes et valeurs féministes, ou de se mobiliser collectivement dans des plaidoyers communs, le réseau entreprend notamment des réflexions sur le bien-être des militantes, leur santé mentale et les dynamiques de solidarité que ses membres peuvent mettre en place entre elles. Depuis sa création en 2018, le Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest a gagné en résonance, en visibilité et commence à fédérer de plus en plus largement. Il s'agit désormais de continuer à se consolider en allant dans le sens de l'intégration à une dynamique féministe globale en Afrique de l'Ouest francophone. Initialement composé d'une trentaine de membres depuis sa création, le réseau s'engage actuellement dans un élargissement progressif pour accueillir de nouvelles énergies féministes.

SOUTENIR LES DYNAMIQUES FÉMINISTES MULTIPLES QUI SE FORMALISENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les énergies féministes en Afrique de l'Ouest francophone sont foisonnantes. Dans chacun des pays, des actrices s'organisent dans des actions collectives et transformatrices. Equipop soutient plusieurs initiatives féministes nationales, en proposant à ces mouvements différents fonds, et un accompagnement selon leurs besoins pour renforcer leurs pouvoirs d'agir et d'organisation.

Il s'agit également d'encourager la synergie entre toutes ces actrices et systématiser les espaces de rencontre et de discussion entre jeunes féministes. Ces espaces permettent aux féministes de mener un travail préliminaire sur leurs représentations, y compris sur les questions considérées comme moins consensuelles (droit à disposer librement de son corps, droits LGBTQIA+, travail du sexe, etc.), afin de prendre le temps de développer une parole et une analyse féministe, en phase avec leurs actions de défense des droits des femmes. C'est également un moyen de renforcer leur sororité et de permettre une diffusion des savoirs féministes entre militantes aux profils et expertises divers. Equipop facilite la création de ce type d'espaces d'échanges, comme c'est le cas lors de l'organisation de cafés-débat féministes, ou en soutenant les organisations mettant en place des rencontres nationales féministes.

CONSOLIDER L'INFLUENCE DES JEUNES FÉMINISTES POUR AMPLIFIER LEUR VOIX ET LEUR POUVOIR

L'influence des mouvements de jeunes féministes ne peut être traitée sans questionner les rapports de pouvoirs dans les sociétés dans lesquelles elles interviennent, et la manière dont leurs demandes sont prises en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes. Le changement vers des sociétés égalitaires nécessite ainsi qu'elles puissent avoir accès aux sphères de décision, pour porter leurs revendications, mais aussi remettre en question ces dynamiques de pouvoir. Dans cette optique, Equipop travaille donc à faciliter

l'accès de ses partenaires féministes aux réseaux et aux ressources dont elle dispose, dans une logique de transfert et de partage du pouvoir et de l'influence. Pour cela, Equipop entend contribuer à positionner les féministes comme des actrices incontournables dans la définition des politiques publiques, en restant vigilante aux risques d'institutionnalisation et de dépolitisation du combat féministe. Le rôle qui peut être joué par les acteurs et actrices de la solidarité internationale est important : il s'agit de questionner les pratiques de financements, notamment en mettant en avant le principe de non mise en concurrence des actrices féministes, ouvrir les espaces de décision et de pouvoir aux actrices féministes dans leur diversité, en appuyant leur participation aux différents processus politiques, et systématiser une lecture féministe des enjeux publics.

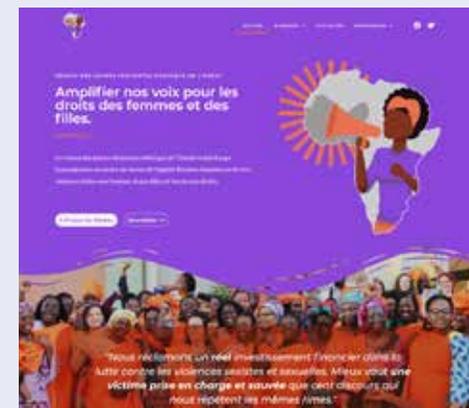
Burn out et épuisement militant : comment lutter contre ce phénomène ?

Les militantes féministes - qui allient obligations familiales et professionnelles à leur engagement, dans des contextes où les réactions de la société et de l'entourage face au féminisme sont parfois hostiles - font souvent face à une phase d'épuisement. Cette forme de burn-out est souvent accentuée par du cyberharcèlement ou des violences en ligne. L'action collective est l'une des pistes pour lutter contre ce phénomène, et faciliter le travail sur la question du bien-être des militantes, comme l'explique Cornélia Glélé, féministe béninoise : « Cela survient fréquemment surtout à cause du cyber harcèlement qu'on subi. On craque, on se sent incomprise. Cherchez du réconfort au profit d'autres féministes. Déconnectez-vous au besoin et prenez le temps pour vous. »



Le Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest

- **8 pays :**
Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal
- **Des expertises féministes complémentaires**
- **Manifeste :**
Nous, jeunes féministes, souhaitons défendre et promouvoir :
 - ▶ le pouvoir de disposer librement de son corps
 - ▶ le pouvoir de savoir des femmes
 - ▶ le pouvoir économique des femmes (valorisation du travail des femmes et égalité salariale)
 - ▶ le pouvoir économique des organisations de femmes (allocation budgétaire suffisante pour promouvoir des sociétés égalitaires)
 - ▶ le pouvoir politique des femmes



www.feministesao.org

“ Le travail en réseau nous permet non seulement d'avoir connaissance des différentes initiatives et avancées par rapport aux droits des femmes dans notre région, mais surtout de partager entre nous les pratiques innovantes. Cela permet aussi de créer des synergies permettant d'agir ensemble régionalement pour influencer les décisions au plus haut niveau. ”

Zipporah Ndione

Présidente du ROAJELF Sénégal, membre du Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest

Les jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest se mobilisent pour changer leur société.



Femmes et cinéma : changeons de regard grâce à un festival au Bénin

L'association Écran Bénin, portée par Cornélia Glélé, met en avant des professionnelles du cinéma via le Festival International des Films de Femmes de Cotonou (FIFF-Cotonou). En 2019, la première édition a réuni 2 000 participant-e-s autour de la question des violences faites aux femmes lors de projections, de rencontres entre public et cinéastes, et de cérémonies. Equipop est partenaire de la 2e édition, qui doit se tenir en 2021 (décalée en raison des restrictions sanitaires). L'événement permet d'ouvrir un espace de parole sur les difficultés rencontrées par les femmes cinéastes, actrices, ou travaillant dans le cinéma, milieu marqué par des pratiques sexistes, et dont les productions relèguent souvent les femmes à des positions essentialisantes. En valorisant des figures féminines, Écran Bénin donne à voir des exemples inspirants favorisant un processus de sororité. L'objectif d'Écran Bénin est de pérenniser le FIFF tous les deux ans.



Mobilisation des féministes maliennes contre Sidiki Diabaté

La communauté féministe malienne s'est réunie en septembre 2020 afin de lancer une campagne digitale de boycott contre l'artiste Sidiki Diabaté suite aux accusations de violences infligées sur sa compagne. La justice s'est saisie de l'affaire et l'artiste a été déferé à la maison centrale d'arrêt de Bamako. La mobilisation des jeunes femmes de la société civile au Mali est une victoire fédératrice, tout comme la collaboration entre ces jeunes filles et des structures telles que HERA, fondation créée en 2015 par Nadia Myriam BIOULE. Elle a pour mission de lutter contre les violences faites aux femmes, de promouvoir l'assistance juridique et judiciaire aux femmes victimes de violence, et d'œuvrer pour la scolarisation et la prise en charge des enfants issus des milieux défavorisés et des conflits, qui a assuré une prise en charge sanitaire et psychologique à la victime. Les violences conjugales ont été abordées sur un terrain autre que celui de l'humour, ce qui constitue un pas important dans la lutte contre la banalisation récurrente de tels actes. Plusieurs organisations féministes du Mali ont émergé ces dernières années, constituant une véritable vitrine du féminisme dans la capitale malienne.



Les podcasts de Voix de femmes

Un podcast féministe a été créé par le collectif Voix de femmes. Pour la première fois en Mauritanie, plusieurs épisodes ont été produits et diffusés pour traiter du féminisme, de sa traduction dans la société mauritanienne, et remettre en question des clichés ou des stéréotypes de genre. Le podcast, comme le collectif, fait intervenir dans plusieurs langues, des femmes issues de diverses communautés présentes en Mauritanie, ce qui lui donne un caractère fédérateur et accessible à toutes. L'idée est de démocratiser le féminisme, de mieux faire comprendre ce dont il s'agit, et de questionner la place des femmes mauritaniennes dans la société.



Les cabarets féministes de IPBF

À l'occasion des 16 jours d'activisme en 2020, et faisant le constat de la difficulté pour les jeunes femmes au Burkina Faso de parler de féminisme, l'Initiative Pananetugri pour le Bien Être de la Femme (IPBF), dirigé par Micheline Wendyam Kaboré, a lancé son 1er cabaret féministe à Ouagadougou. Ces rencontres rassemblent tous les deux mois une vingtaine de jeunes filles burkinabè, activistes ou engagées dans des associations ou dans le milieu communautaire, pour les renforcer politiquement sur des thématiques et des concepts féministes, et leur permettre d'échanger et de débattre sur ces notions dans un contexte africain. Ces cabarets offrent aux jeunes femmes et filles des espaces sûrs et solidaires pour échanger entre militantes et résoudre collectivement les problèmes, y compris sur des sujets intimes.



Les jeunes guinéennes mobilisées contre les mariages d'enfants

L'une des principales activités du club des jeunes filles leaders de Guinée (CJFLG) consiste à organiser une veille pour empêcher les cas de violences basées sur le genre. Les membres sont régulièrement saisis par des proches de jeunes filles à risque de mariage forcé, pour qu'elles interviennent. Leur capacité de détection des cas à risque ou avéré est importante, ce qui les rend incontournables pour les services de l'État. L'Office pour la Protection du Genre de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM), une division de la police guinéenne créée en 2009, travaille en collaboration très étroite avec le club, qui l'alerte en cas de risque de mariage forcé, ou de violence, pour que l'OPROGEM puisse prendre en charge la victime et organiser la réponse pénale.

Mieux connaître Equipop

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices du changement jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.



Aujourd'hui, Equipop s'appuie sur une trentaine de salarié·e·s et soixante douze membres, avec un budget annuel de 2,97 millions d'euros. L'association a un bureau en Europe, à Paris, et deux bureaux en Afrique de l'Ouest, à Ouagadougou et Dakar.

Une vision, des valeurs

Un monde où tous les êtres humains, indépendamment de leur sexe et de leur genre, ont leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à des sociétés justes et durables.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Equipop plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Equipop considère que le bien-être des sociétés ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par la capacité des personnes qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans les collectifs auxquels elles appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Equipop défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'égalité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures. Le renforcement des liens constitue pour nous un défi majeur.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Equipop adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité. Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et décideuses et, bien entendu, les publics ciblés par les actions.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter exclusivement pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs et actrices (organisations de la société civile, parlementaires, journalistes, chercheur-euses, fonctionnaires, expert-e-s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité. Depuis plus de vingt ans, Equipop collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès de différents publics, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que des actions de plaidoyer adaptées aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Equipop a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs et actrices du changement social : organisations de solidarité internationale (OSI), activistes féministes, structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises... Nous collaborons avec des réseaux en France, en Europe, en Afrique francophone subsaharienne et dans le monde. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes dans le monde.

En Afrique francophone subsaharienne, Equipop a progressivement orienté une partie de son action en direction des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et plus largement dans le monde, Equipop travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert-e-s techniques et administratifs ;
- des chercheur-euses ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



Impulser

des dynamiques de changement social à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des acteurs et actrices des territoires où elle intervient.



Mobiliser

les responsables politiques et les citoyen-ne-s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international pour créer un environnement institutionnel et politique favorable aux droits humains, et en particulier aux droits des femmes.



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Equipop a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie, sciences de gestion. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issu-e-s des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

Domaines de connaissances

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Equipop a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et actrices et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'elles et ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement.

Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Equipop s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme l'accès à la contraception, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules, les mutilations sexuelles féminines ou les mariages d'enfants.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usager-e-s, intégration du VIH/Sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Equipop puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts de chaque public. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants. Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être femme ou homme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si

l'on veut être moteur de changement social. L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : atteindre l'égalité entre femmes et hommes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant, à égalité, femmes et hommes.

Savoir-faire

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Equipop a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Equipop facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics.

Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information; réalisation et publication de supports documentaires; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'expert-e-s ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics; formalisation et diffusion d'argumentaires; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Equipop renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires du développement. Equipop accompagne la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets collectifs (via notamment le Design Thinking), appuie le développement organisationnel de ses partenaires, renforce leurs capacités administratives et financières, facilite la mobilisation de ressources, conduit des activités d'appui-conseil, co-réalise des diagnostics partagés, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Réseaux

Equipop a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2020, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits et Santé alliancedroitsetsante.org

Ce réseau d'organisations de la société civile française et ouest africaine a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Awid
awid.org
L'Awid (Association for Women's Rights in Development), créée en 1982, est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements qui œuvrent pour la justice de genre et les droits des femmes à travers le monde.



Collectif Prévenir & Protéger @PPProtéger

Le Collectif Prévenir & Protéger est composé de 14 associations françaises de protection des droits de l'enfant et de promotion des droits des femmes et des adolescentes.



Collectif Santé Mondiale collectif-sante-mondiale.fr

Le collectif rassemble 9 associations françaises (Action contre la faim, Equipop, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui plaident pour que la santé mondiale soit une priorité de la France.



Coordination Sud coordinationsud.org

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



Countdown 2030 Europe countdown2030europe.org

Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 associations qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de développement des Etats européens et de l'UE.



Droits humains pour tou-te-s droitshumains.unblog.fr

Le collectif citoyen Droits humains pour tou-te-s vise à obtenir l'abandon de la terminologie Droits de l'homme par les institutions de la République française.



EndFGM endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.



Excision, parlons-en ! excisionparlonsen.org

Excision, parlons-en ! a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde.



F3E f3e.asso.fr

Le F3E (Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation) est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Générations Féministes

Le collectif Générations Féministes regroupe des associations qui militent pour l'adoption d'approches féministes dans les politiques nationales et internationales de la France.



Girls Not Brides girlsnotbrides.org

Girls Not Brides est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.



IBP ibpinitiative.org

L'initiative IBP (Implementing Best Practices) est un partenariat mondial visant le passage à l'échelle des pratiques qui fonctionnent en matière de planning familial et de santé de la reproduction. Créée en 1999 par l'OMS, USAID, et neuf agences de coopération, l'initiative possède désormais plus de 45 membres à travers le monde (bailleurs de fonds, organisations internationales d'assistance technique et partenaires nationaux et régionaux).



Partenariat de Ouagadougou partenariatouaga.org

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale au Burkina Faso en 2011 par les 9 gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans ces pays.

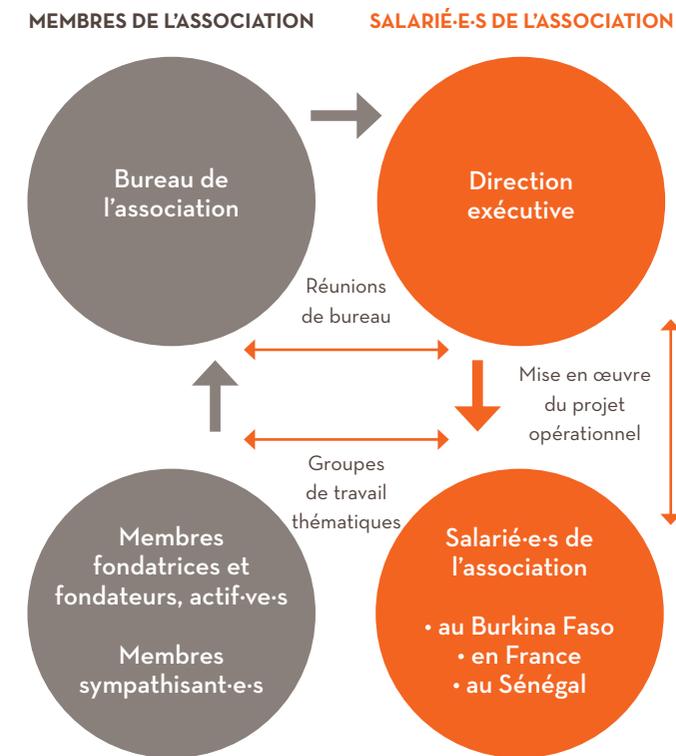


Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest

Ce réseau est composé de militant-e-s féministes ouest africain-e-s actif-ve-s sur le terrain qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

Engagement citoyen et implication professionnelle

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un bureau de neuf personnes et sur une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.



Légende

→ Modes de désignation et de contrôle

↔ Relations de travail

LE BUREAU

- Dr. Alain Marié**
Président
- Dr. Luc de Bernis**
Trésorier
- Mai Tran**
Secrétaire générale
- Hadja Idrissa Bah**
Membre
- Dr Marly Bah**
Membre
- Dr. Béatrice Cuzin**
Membre
- Aurélié Desrumaux**
Membre
- Pr. Pierre Foldes**
Membre
- Wendyam Micheline Kabore**
Membre

Le bureau se réunit en moyenne tous les trois mois.

L'ÉQUIPE SALARIÉE EN 2020

DIRECTION

Aurélié Gal-Régniez
Directrice exécutive

PÔLE COMMUNICATION

Nathalie Perrotin-Milla
Responsable Communication

Priscille Bansé
Chargée de communication

Louis Guinamard
Chargé de communication

Marion Lambert
Chargée de communication

Tara Mukeku-Cilolo
Chargée de communication

Bintou Mariam Traoré
Chargée de communication

PÔLE PLAIDOYER

Nicolas Rainaud
Responsable Plaidoyer France et International

Brigitte Syan
Responsable Plaidoyer Afrique de l'Ouest

Lucie Daniel
Experte plaidoyer

Maude Henry
Stagiaire plaidoyer

Khadidiatou Sy
Coordinatrice plaidoyer

Aloïs Yé
Stagiaire plaidoyer

Sarah Ben Smida
Stagiaire plaidoyer

PÔLE PROGRAMMES & DÉVELOPPEMENT

Dominique Pobel
Responsable Programmes et développement

Hélène Ménard
Co-responsable Programmes et développement

Sokhna Fall Ba
Chargée de projets

Perrine Duroyaume
Référénte capitalisation et évaluation

Jeanne Fournier
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Ndeye Marième Ly Diagne
Responsable Programmes Sénégal

Ramatoulaye Mballo
Chargée d'Innovation et d'accompagnement

Maïmouna Ndoye
Coordinatrice du Projet Jeunes Femministes en Afrique de l'Ouest

Elise Fouillet
Chargée d'innovation et d'accompagnement

PÔLE INNOVATION & ACCOMPAGNEMENT

Nora Le Jean
Responsable Innovation et Accompagnement

Elise Fouillet
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Elise Petitpas
Experte innovation et plaidoyer

Fatim Nikiéma Traore
Chargée de projets

Maïfoux Nassirou
Chargé d'innovation et de mobilisation sociale

Fatim Tamba Dou Diallo
Chargée d'innovation et d'accompagnement

PÔLE ADMINISTRATION, FINANCES & DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Benjamin Sitbon
Responsable administratif et financier

Siré Hermann Barro
Chargé d'accompagnement développement organisationnel et administratif et financier

Macoumba Fall
Chargé du suivi administratif et financier des projets

Pascal Ilboudo
Référént technique développement organisationnel

Sibiri Koné
Assistant administratif et logistique

Kadidia Rabo
Responsable des fonctions support, bureau de Ouagadougou

W. Fidèle Sawadogo
Chargé d'accompagnement développement organisationnel et administratif et financier

Nicolas Schlegel
Comptable

Elles et ils ont rejoint Equipop

ÉQUIPE



Bintou TRAORE
Communication
Dakar



Habsatou SABAYOU
DSSR
Niamey



Perrine DUROYAUME
Capitalisation
Paris



Stevie Reine YAMEOGO
DSSR
Ouagadougou



Cina GUEYE
Capitalisation
Dakar



Khadidiatou SY
Plaidoyer
Dakar



Priscille Jinette BANSE
Communication
Ouagadougou



Souguirimpo COMBARI
Développement
organisationnel
Ouagadougou



Coumba MBAYE
Administration-
Finances
Dakar



Maïmouna NDOYE
Mouvements
Féministes
Dakar



Ramatoulaye MBALLO
Mouvements
Féministes
Dakar



Tara MUKEKU-CILOLO
Communication
Paris



Eva RAZAFINAROVO
Genre
Dakar



**Ndeye Marième LY
DIAGNE**
DSSR
Dakar

GOUVERNANCE



Marly BAH
La Réunion



Micheline Wendyam KABORÉ
Ouagadougou

Le budget d'Equipop

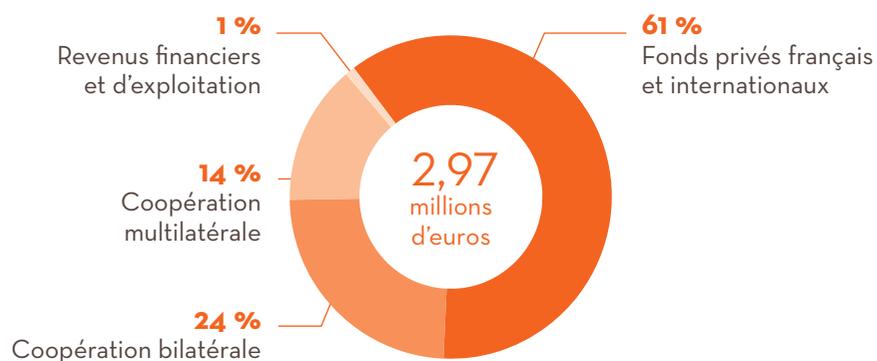
En 2020, 90% des dépenses d'Equipop ont été affectées aux missions sociales. Le budget d'Equipop progresse de 10% par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.

RESSOURCES

Les ressources 2020 d'Equipop s'élèvent à 2,97 millions d'euros, en progression de 10% par rapport à 2019 (2,68 millions d'euros). Les ressources de l'exercice proviennent pour 61% de fonds privés issus notamment de fondations internationales (principalement des fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates). Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 38%, 24% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence française de développement) et 14% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, Organisation Ouest Africaine de la Santé).

Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.

Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines a augmenté à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.



EMPLOIS

Les dépenses sont en croissance en 2020 et atteignent 2,84 millions d'euros. 90% des dépenses d'Equipop sont allouées aux missions sociales de l'association au travers d'une vingtaine de projets. Selon les critères du secteur, les frais de structure sont maîtrisés.

Malgré la crise sanitaire de la Covid-19, qui a impacté les déplacements et l'organisation d'événements en présentiel, la mise en œuvre des activités des projets qui ont débuté les années précédentes s'est poursuivi en 2020 notamment Change Lab, Protéger la Prochaine Génération, Let's change, DEMSAN, Countdown.

En ligne avec les prévisions, nous avons constaté en 2020, l'augmentation importante (+65% ; 1,1 millions d'euros) des aides octroyées aux organisations de la société civile partenaires dans le cadre de trois fonds d'appui : Fonds Innovation, Fonds Développement Organisationnel, Fonds Stratégique.

Au deuxième semestre 2020, plusieurs projets d'envergure ont démarré pour lesquels Equipop a obtenu des engagements pluriannuels de l'Agence française de développement et d'Expertise France.

Dans ce contexte, un deuxième bureau régional, avec une équipe permanente, a été ouvert à Dakar, au Sénégal.

Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 9% par rapport à 2019, une hausse résultant des recrutements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des projets.

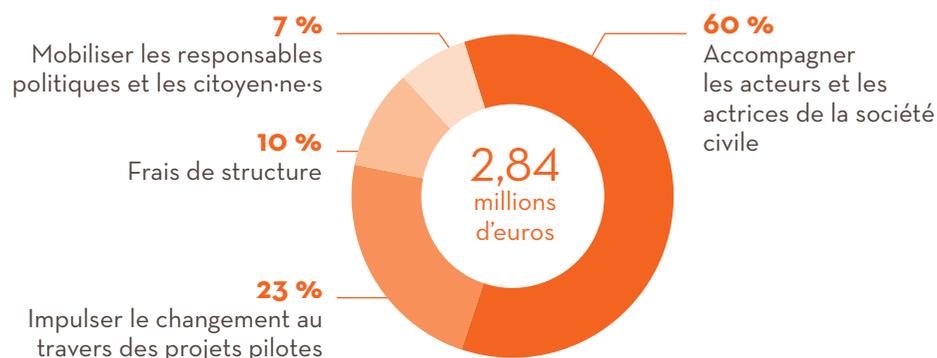
Le résultat de l'exercice présente un excédent de 132 663 euros.

Ce résultat s'explique principalement par des coûts de fonctionnement maîtrisés en regard du volume d'activité.

Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SA, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2020 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur equipop.org.

mazars



Communication

Equipop est convaincue de l'importance d'amplifier les voix des femmes et des jeunes et de faciliter le partage des connaissances créées par les activistes et les associations. C'est pourquoi, Equipop intègre la communication au cœur de son action et du soutien à ses partenaires. Cette approche a permis une importante visibilité digitale et médiatique des plaidoyers et des valeurs portés par les partenaires et Equipop.

6 événements

EN PRÉSENTIEL ET DIGITAUX

Paroles de féministes
3 novembre 2020
Assemblée générale

FGE
18 mai 2021
Webinar au Burkina Faso

Sororités francophones
23 juin 2021
Patriarcat et contrôle des corps

Mon corps m'appartient
14 avril 2021
SWOP UNFPA

Événement mobilisateur DSSR/AJ
2 avril 2021

Médias face aux violences basées sur le genre
24 juin 2021

33 apparitions

DANS LES MÉDIAS EN 2020-2021



EQUIPOP.ORG

36 000

ABONNÉ·E·S SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



3 publications

RÉALISÉES PAR EQUIPOP EN APPUI À SES PARTENAIRES



4 publications

RÉALISÉES AVEC LE SOUTIEN D'EQUIPOP



Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure sans lequel-le-s les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et

associations locales avec qui nous avons tissé des partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... Nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance accordée.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Equipop au quotidien



Sur notre site internet
equipop.org
Pour s'informer et agir.



Sur Twitter
[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)
Pour suivre notre actualité et celle de notre secteur en temps réel.



Via notre newsletter
Pour recevoir régulièrement un résumé des moments forts qui ont marqué notre actualité.



Sur Facebook
[equi.org](https://www.facebook.com/equi.org)
Pour découvrir des contenus exclusifs et partager avec notre communauté.



Sur Instagram
[@Equipop_Ong](https://www.instagram.com/Equipop_Ong)
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en images.



Sur LinkedIn
[@equipop-ong](https://www.linkedin.com/company/equipop-ong)
Pour se tenir informé-e des actualités et innovations d'Equipop dans le secteur.



Sur Youtube
[Equipop](https://www.youtube.com/Equipop)
Pour suivre l'actualité d'Equipop et du secteur en vidéo.

Crédits

Le rapport d'activités est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :
Aurélien Gal-Régnyez
Rédaction en chef :
Nathalie Perrotin-Milla

Rédaction et contributions :

Elise Fouillet, Aurélien Gal-Régnyez, Louis Guinamard, Nora Le Jean, Ramatoulaye Mballo, Hélène Ménard, Maïmouna Ndoeye, Nicolas Rainaud, Kaya Sy
Secrétariat de rédaction :
Priscille Bansé, Louis Guinamard, Nathalie Perrotin-Milla

Création graphique :

Jean-Luc Gehres
www.welcomedesign.fr
Illustrations : Noémie Klein
Photographies : Equipop, RAES, Awa Mah Camara, Campagne #JeVeuxSavoir, Oury Kamissoko
Impression :
Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé sur du papier certifié.

Rapport d'activité

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, assistance technique et construction de partenariats pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices du changement jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.



Equipop
www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou
09 BP 1660
Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : (+226) 25 40 88 02

Bureau de Dakar
BP 29761 Dakar Yoff
Sénégal
Tél : +221 33 820 84 14